

Table des matières

Avant-propos	1
--------------------	---

Partie 1 - Le régime matrimonial

Pourquoi, dans le cadre d'une succession (et d'une planification successorale), l'analyse du régime matrimonial a-t-elle une importance capitale ?	5
Les époux sont-ils obligatoirement soumis à un régime matrimonial ?	5
Existe-t-il des règles communes à tous les époux, quel que soit leur régime matrimonial ?	6
Quels sont les régimes matrimoniaux prévus par le Code civil ?	7
Quelle est la spécificité du régime légal ?	7
De quels éléments se compose le patrimoine propre de chacun des époux sous le régime légal ?	8
De quels éléments se compose le patrimoine commun des époux sous le régime légal ?	8
Quelle est la spécificité du régime de la communauté universelle ?	9
Quelle est la spécificité du régime de la communauté de meubles et acquêts ?	9
Quelle est la spécificité du régime de la séparation de biens ?	9
Quelle est la spécificité du régime de la participation aux acquêts ?	10
Quelles sont les clauses les plus fréquentes dans les régimes de communauté ? ...	11
Quelles sont les clauses les plus fréquentes dans les régimes séparatistes ?	14
Quelles sont les clauses les plus fréquentes dans le régime de la participation aux acquêts ?	14
Peut-on inclure une donation entre époux dans la convention de mariage ?	15
Comment exprimer le choix du régime matrimonial ?	16
Est-il possible de changer de régime matrimonial pendant le mariage ?	16
Je suis marié(e). Qu'advendra-t-il de mes biens au jour de mon décès ?	17
Dans le cadre d'un régime de communauté, puis-je attribuer des droits plus étendus dans le patrimoine commun à mon conjoint survivant ?	18

Peut-on prévoir que le conjoint survivant disposera d'options au moment du décès ?	19
Que deviennent les avantages matrimoniaux en cas de divorce ?	20

Partie 2 - Le Pacte civil de solidarité

Qu'est-ce que le Pacte civil de solidarité ?	23
En tant que partenaires de Pacte civil de solidarité, hérite-t-on l'un de l'autre ?	24
Être partenaires de Pacs signifie-t-il que tout est réglé sur le plan successoral ?	25
Est-il utile de rédiger un testament en faveur de mon partenaire de Pacs ?	25
Qu'est-ce qu'une clause d'accroissement ou de tontine ? Est-ce intéressant lors de l'achat d'une habitation ?	26
Comment protéger le partenaire survivant lorsque vous avez des enfants ensemble ?	26

Partie 3 - Les donations

Qu'est-ce qu'une donation ?	29
Qui peut consentir une donation ?	29
Qui peut recevoir une donation ?	30
Quelles sont les conditions de forme requises pour faire une donation ?	31
Existe-t-il des exceptions à ce formalisme ?	31
Peut-on réaliser une donation de parts sociales sans établir d'acte authentique ?	33
Quelle est la date à laquelle prennent effet les donations ?	33
Existe-t-il plusieurs sortes de donations ?	33
Peut-on inverser ces présomptions ?	34
Qu'est-ce qu'une donation-partage ?	34
Entre toutes ces donations, laquelle choisir ?	35
Peut-on aménager les clauses des donations ?	36
Qu'est-ce que la réserve d'usufruit ?	36

Pourquoi stipuler une clause de droit de retour ?	38
Et une interdiction d'aliéner ?	38
Peut-on prévoir que le bien tombera dans la communauté conjugale du donataire ?	39
Peut-on, au contraire, interdire au donataire d'apporter le bien donné à sa communauté conjugale ?	40
Peut-on, au moment de la donation, stipuler une charge ?	40
Peut-on consentir une donation tout en prévoyant que la chose donnée ne sera remise qu'ultérieurement ?	40
Qu'est-ce qu'une donation graduelle ?	41
Quelles sont les différences avec une donation résiduelle ?	41
En conclusion : pourquoi faire des donations ?	41

Partie 4 - Le droit des successions

Quelques définitions	45
Quand la succession s'ouvre-t-elle ?	47
Comment peut-on hériter ?	47
Qui peut hériter ?	47
Que se passe-t-il si plusieurs personnes décèdent dans un même événement ? ...	48
Est-on obligé d'accepter une succession ?	49
Dans quels cas doit-on accepter purement et simplement la succession ?	50
Quelles sont les formalités pour accepter, renoncer ou pour accepter à concurrence de l'actif net ?	51
Quels sont les avantages et inconvénients des différents choix ?	52
Quels sont les héritiers légaux ?	52
Qu'est-ce que la représentation successorale ?	54
Qu'est-ce que la « fente successorale » ?	54
Qu'est-ce que la « réserve héréditaire » et la « quotité disponible » ?	55
L'enfant adopté hérite-t-il aussi ?	56
Quels sont les droits de l'époux survivant ?	57

Peut-on limiter les droits de l'époux survivant ?	59
Comment décider soi-même de sa succession ?	60
Qu'est-ce qu'un legs ?	60
Qui peut faire un testament ? Qui peut en bénéficier ?	61
Quelles sont les formes de testaments ?	63
Quels sont les avantages et inconvénients de chaque type de testament ?	64
Comment connaître l'existence d'un testament ?	65
Quelles sont les dispositions qu'un testament peut contenir ?	65
De quoi se compose une succession ?	66
Les legs faits par le défunt interviennent-ils dans la répartition de la succession ?	67
Peut-on renoncer à l'action en réduction ?	68
Lors du partage, doit-on tenir compte des donations faites par la personne de son vivant ?	69
Peut-on dispenser les donations de rapport ?	71
Lors du partage, doit-on tenir compte des donations-partages faites par la personne de son vivant ?	72
Que représente l'usufruit de l'époux ?	73
Peut-on convertir l'usufruit du conjoint en rente viagère ou en capital ?	74
Qu'est-ce que l'attribution préférentielle ?	75
La succession peut-elle être influencée par une assurance-vie ?	76

Partie 5 - La fiscalité applicable aux donations et successions

1. Les règles spécifiques aux donations	79
Quelles sont les opérations soumises aux droits de donation ?	79
Quelle est la base de taxation aux droits de donation ?	79
Quels sont les abattements applicables en matière de donation ?	80
Peut-on utiliser plusieurs fois les abattements ?	81
Quels sont les taux applicables pour calculer les droits de donation ?	82

Quelles sont les réductions de droits applicables ?	83
Existe-t-il des dispositions temporaires en matière de taxation des donations ?	84
Existe-t-il des donations qui présentent des particularités au regard de leur taxation ?	85
2. La taxation des successions	90
Pourquoi s'intéresser aux droits de succession ?	90
Comment sont calculés les droits de succession ?	90
De quoi se compose, fiscalement parlant, la succession taxable ?	91
Existe-t-il des règles spécifiques d'évaluation des biens portés dans la déclaration de succession ?	93
Quelles sont les dettes qui peuvent être déduites de l'actif taxable ?	93
Quels sont les abattements ?	94
De quel abattement dispose un héritier qui vient à la succession en représentation de son auteur prédécédé ou renonçant ?	95
Quels sont les tarifs des droits de succession ?	96
Quelles sont les réductions ?	97
Quelles sont les incidences des donations antérieures sur les droits de succession ?	98
Quand doit-on payer les droits de succession ?	102
Quelles sont les règles applicables en cas de transmission d'entreprise ?	103
Quelle est la fiscalité applicable aux contrats d'assurance décès ?	104

Partie 6 - Les possibilités de planification de la succession

L'optimisation fiscale en matière de droits de succession est-elle permise ?	109
Est-il possible de planifier sa succession via son contrat de mariage ?	110
Des nuances peuvent-elles être apportées à la clause d'attribution intégrale du patrimoine commun ?	112
Un époux peut-il donner à son conjoint, via son contrat de mariage, les biens propres qu'il aura au moment de son décès ?	113
Comment protéger le conjoint survivant dans les couples ayant opté pour un régime de séparation de biens ?	113

Est-il toujours utile aux époux de se consentir des donations ?	115
Puis-je anticiper ma succession en faisant des donations de mon vivant ?	117
Peut-on avoir intérêt à effectuer plusieurs donations de son vivant ?	119
Existe-t-il une possibilité de faire une donation mobilière en évitant de payer tout droit ?	120
Quel type de donation privilégier pour des biens mobiliers : la donation notariée, par virement bancaire ou manuelle ?	121
Quelles sont les modalités ou charges que l'on peut joindre à une donation ? ...	121
Le donateur peut-il prendre en charge les frais et les droits de la donation ?	122
Quel document signer pour conserver la preuve des modalités de la donation ?	122
Qu'en est-il d'une donation ou transmission d'entreprise ?	123
J'ai fait des donations à mes enfants. Comment éviter des disputes lors de mon décès ?	123
Comment avantager un enfant par rapport à un autre ?	124
Puis-je faire une donation ou un legs à mon fils tout en prévoyant qu'à son décès, les biens donnés reviendront à ma fille ?	125
Je souhaite donner mon immeuble. N'est-il pas plus avantageux de le vendre et d'en donner le prix ?	125
Je suis en conflit avec l'autre parent de mes enfants mineurs. Puis-je prévoir que l'autre parent ne gèrera pas les biens que je vais donner ou léguer à mes enfants mineurs ?	126
Y a-t-il des montages à éviter ?	126
Puis-je transférer mon patrimoine via la constitution d'une société ?	127
Faut-il constituer une société civile immobilière (SCI) ?	128
Quels sont les avantages de la société civile immobilière (SCI) pour les couples ?	128
Comment la société civile immobilière (SCI) peut-elle faciliter la transmission anticipée du patrimoine ?	128
Comment la société civile immobilière (SCI) peut-elle faciliter le règlement successoral ?	128
Quels sont les avantages de la société civile immobilière (SCI) par rapport à l'indivision successorale ?	129
Faut-il constituer une société civile immobilière (SCI) par acte authentique ?	129

Faut-il prévenir son conjoint si on décide de constituer une société civile immobilière (SCI) seul ?	130
En quoi la société civile immobilière (SCI) présente-t-elle un avantage certain en cas de donation de sa résidence principale, avec réserve d'usufruit, à ses enfants ?	130
Quelles sont les formalités et quel est le coût de constitution d'une société civile immobilière ?	130
N'y a-t-il pas une alternative aux droits de donation ?	131

Annexes

Récapitulatif des abattements applicables en matière de donation	135
Exonérations spécifiques aux successions	147